

## Motion de l'AG des personnels de l'Université Paris Nanterre

Participant.e.s à l'assemblée générale des personnels BIATSS, enseignant.e.s, enseignant.e.s-chercheur.euse.s, titulaires, contractuel.le.s et vacataires, non-syndiqué.e.s et syndiqué.e.s de l'Université Paris Nanterre du jeudi 12 décembre 2019,

Nous soutenons inconditionnellement le mouvement social interprofessionnel entamé le 5 décembre par de nombreux secteurs du public comme du privé contre la réforme des retraites.

Celle-ci va se traduire par une diminution des pensions de 20 % à 40 % et aggraver les inégalités tout au long de la vie en favorisant l'assurance individuelle et les fonds de pension privés de retraite. De plus, contrairement aux annonces du gouvernement, cette réforme n'est pas une avancée pour les femmes, qui ont souvent des carrières plus discontinues, et seront donc pénalisées dans un système privilégiant les carrières linéaires.

Le mouvement social contre ce projet concerne l'ensemble des salarié.e.s, du public comme du privé, titulaires comme contractuel.le.s, jeunes comme plus âgé.e.s. Il interpelle l'ensemble des travailleur.euse.s du monde universitaire, secteur déjà lourdement attaqué et précarisé depuis une quinzaine d'années.

Les conditions actuelles de travail et d'études dans le secteur de l'enseignement supérieur français ont en effet été précarisées par les lois LRU (2007), Fioraso (2013), ORE (2018) et, plus récemment, par la Loi de transformation de la fonction publique (2019). Depuis leur mise en place, l'austérité, la précarité et des changements à marche forcée ont été massivement imposés à une université déjà mal en point, conduisant des personnels au *burn-out* et les acculant, avec les usager.ère.s, dans des situations de souffrance et de découragement extrêmes. Concrètement, depuis 2007, les réformes successives dans l'enseignement supérieur et la recherche signifient, pour l'ensemble d'entre nous, travailler PLUS et PLUS longtemps dans des conditions de PLUS en PLUS difficiles et incertaines pour malheureusement gagner trop PEU et encore MOINS au moment de la retraite. C'est toute la chaîne des travailleur.euse.s de l'université, BIATSS, enseignant.e.s, enseignant.e.s-chercheur.euse.s, titulaires, contractuel.le.s et vacataires qui menace de rompre sous le poids de ces réformes.

En outre, le projet de réforme des retraites, qui s'articulait déjà avec la Loi de transformation de la fonction publique, s'articulera également avec la future loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), qui sera étudiée à l'Assemblée Nationale au printemps 2020. Ce sera le dernier assaut de la politique de précarisation sur l'université et la recherche en France. En perspective : multiplication et systématisation des contrats précaires pour les BIATSS, les enseignant.e.s et les enseignant.e.s-chercheur.euse.s (notamment pour le temps limité d'un projet) ; modulation obligatoire des services (pour les enseignant.e.s), des missions et des outils de travail (pour les BIATSS) en fonction des besoins de chaque UFR ; fin du paiement des heures complémentaires ; réorganisation des temps de travail etc., soit des retraites qui seront mécaniquement plus faibles du fait de salaires plus fluctuants au fil de carrières plus discontinues.

Toutes ces réformes sont liées, d'où l'urgence de s'informer, d'échanger et de participer aux différentes formes d'actions proposées par les personnels mobilisé.e.s. Se résigner aujourd'hui, c'est laisser le champ libre au rouleau-compresseur néolibéral qui va s'abattre sur tous les métiers de l'université ! Nous mobiliser aujourd'hui est donc essentiel : c'est être solidaire.s entre tous les corps de métier, organisé.e.s pour défendre l'avenir de l'université et

prêt.e.s pour une année intense de luttes au-delà de la réforme des retraites ! Aussi, l'assemblée générale a-t-elle voté la création et la gestion d'une caisse de grève pour soutenir les collègues BIATSS et précaires dans leur mobilisation et leur grève.

Nous appelons nos collègues à participer aux AG interprofessionnelles du 92 pour s'associer aux autres secteurs en lutte contre la réforme des retraites, à rejoindre le mouvement contre la LPPR et pour l'emploi dans l'ESR initié par de nombreux syndicats et collectifs de travailleur.euse.s de l'enseignement supérieur, à se rassembler derrière la banderole « Nanterre Université » dans le cortège de l'ESR lors de la manifestation nationale du 17 décembre et les suivantes tant que la lutte continuera.

Nous interpellons la présidence afin qu'elle fasse cesser immédiatement les pressions qui sont exercées sur les personnels, et en particulier les BIATSS, qui souhaitent exercer leur droit de grève.

Enfin, nous appelons l'ensemble de nos collègues non encore mobilisé.e.s à rejoindre ce mouvement social historique !

L'AG de l'Université Paris Nanterre du jeudi 12/12/2019